

ECLPN_173

Protections de bouche de canon

- Spécifications administratives et techniques

Sommaire

Article 1: Objet du marché public.....	1
Article 2: Cadre juridique.....	1
Article 3: Décomposition et forme de l'accord-cadre.....	2
Article 4: Durée et étendue.....	2
Article 5: Documents contractuels.....	2
Article 6: Conditions générales d'exécution.....	3
Article 7: Prix.....	4
Article 8: Commandes.....	5
Article 9: Livraison.....	6
Article 10: Pénalités pour retard.....	7
Article 11: Règlement financier.....	7
Article 12: Clause de réexamen.....	8
Article 13: Litiges.....	8
Article 14: Résiliation.....	9
Article 15: Dérogation aux documents généraux.....	10
Article 16: Description des produits.....	11
- ANNEXE 1 -Spécifications administratives et techniques.....	12

Clauses administratives

Article 1: Objet du marché public

Le présent marché a pour objet l'achat de protections de bouche de canon.

GM Principal : 42.01.01

Code CPV : 35300000

Article 2: Cadre juridique

L'accord-cadre est passé suivant la procédure adaptée en application des articles L. 2123-1 alinéa 1 et R. 2123-1 alinéa 1 du Code de la commande publique dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats, de liberté d'accès et de transparence des procédures.

Il répond également aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) du 30 mars 2021.

Article 3: Décomposition et forme de l'accord-cadre

L'accord-cadre se compose d'un lot unique. En effet, conformément à l'article L. 2113-10 du Code de la commande publique, l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

Il s'exécute par l'émission de bons de commande, conformément aux articles R. 2162-2, R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique. Il est mono-attributaire.

Sans préjudice de l'article R. 2162-5 du Code de la commande publique, des bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de la période de validité de l'accord-cadre, quelle que soit la durée d'exécution des prestations commandées, sans toutefois que celle-ci ne puisse excéder de plus de six mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

Article 4: Durée et étendue

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 36 mois à compter de sa date de notification. Il est reconductible tacitement une fois douze mois sans que sa durée totale puisse excéder 48 mois.

En cas de non-reconduction, l'administration en informe le titulaire via la plateforme PLACE ou par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 1 mois avant la fin de la période en cours. Aucune indemnité n'est due à l'autre partie en cas de non-reconduction de l'accord-cadre.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un montant maximum de 89 900 € hors TVA pour toute sa durée d'exécution, en application de l'article R. 2162-4 2° du Code de la commande publique.

Article 5: Documents contractuels

Les documents contractuels régissant l'accord-cadre sont énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et l'annexe financière -délais de livraison ;
- les présentes spécifications administratives et techniques ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre du titulaire ;
- le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

Les exemplaires de ces documents contractuels, conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur, font seuls foi. En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives, elles prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Lors de la notification de l'accord-cadre effectuée via la plateforme dématérialisée PLACE, le titulaire reçoit une copie de l'acte d'engagement et de l'annexe financière et délais de livraison ainsi que des présentes spécifications administratives et techniques applicables pour l'exécution du marché.

Article 6: Conditions générales d'exécution

6.1: Échanges et correspondances

Les correspondances échangées et les documents remis en exécution de l'accord-cadre sont rédigés exclusivement en français ou, à défaut, sont accompagnés d'une traduction en français.

Toutes les notifications, faisant courir un délai, s'effectuent conformément aux dispositions de l'article 3.2 du CCAG de référence.

6.2: Normes et réglementations

Le titulaire doit être en mesure d'attester ou de justifier que le marché est exécuté dans le strict respect des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail.

Les prestations proposées doivent être conformes à toutes les évolutions des normes en vigueur qui interviendront durant l'exécution du présent marché. Le titulaire a également un devoir de conseil et être force de proposition en cas d'évolutions ou de changements, notamment réglementaires, durant l'exécution du marché public.

6.3: Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG de référence, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité civile dans l'exécution des prestations de l'accord-cadre.

Il doit être en mesure de les justifier dès l'attribution de l'accord-cadre et à tout moment durant son exécution.

6.4: Obligation du titulaire

Le titulaire a une obligation de résultat dans la fourniture des prestations, objets du présent accord-cadre.

Le titulaire met en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de livrer les prestations conformément aux spécifications du présent cahier des charges et dans le respect des normes de sécurité sanitaires et environnementales en vigueur. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire respecte strictement les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre.

6.5: Sous-traitance

Le titulaire peut, dans les conditions prévues aux articles L.2193-3 et suivants du Code de la commande publique, sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre.

Seule la sous-traitance des prestations de service est autorisée.

La présentation d'un sous-traitant doit se faire à l'aide de l'imprimé DC4 dont un modèle de déclaration de sous-traitance est disponible à l'adresse Internet suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

dûment rempli et signé par le sous-traitant et le titulaire. Cette déclaration doit comporter l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant, ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

6.6: Clauses environnementales

L'accord-cadre est soumis aux dispositions de la loi « AGEC » n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire.

Tous les livrables demandés au format papier devront être sur papier recyclé ou éco-labellisé (exemple : labels FSC, PEFC, EU Ecolabel, NF environnement, ou équivalent). De préférence le titulaire est certifié ISO 14001.

Le titulaire doit de préférence proposer un mode de livraison avec des véhicules propres Crit'Air (certificat de qualité de l'air) :

- pour les véhicules utilitaires légers : inférieurs à 3 ;
- pour les poids lourds : inférieurs à 3.

Article 7: Prix

7.1: Forme des prix

Les prix unitaires par référence et quantité commandées sont fixés dans l'annexe financière et délais de livraison.

7.2: Contenu des prix

Les prix proposés comprennent les frais de traitement de commande, tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à l'assurance, au transport jusqu'au lieu de livraison, de douane, de déchargement, de garantie, plus largement tous les frais correspondants aux obligations contractuelles du titulaire.

7.3: Prix de règlement

Par dérogation à l'article 10.2.1 du CCAG de référence, le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de commande.

7.4: Révision de prix

7.4.1: Établissement des prix

Le mois d'établissement du prix initial est le mois de la date limite de dépôt de l'offre.

7.4.2: Modalités de révision des prix

Les prix sont révisibles à la hausse comme à la baisse, tous les ans, à compter de la date d'anniversaire de notification de l'accord-cadre, par application de la formule « *Prix unitaire x Cn* » où Cn équivaut à :

$$Cn = 0,15 + 0,85 \times (\text{Indice } (n) / \text{Indice } (o))$$

dans laquelle :

- Indice (n) correspond à la valeur de l'indice de référence disponible à la date d'anniversaire de révision des prix (*Donnée révisée*) ;;
- Indice (o) correspond à la valeur de l'indice de référence disponible à la date limite de dépôt des offres (*Donnée révisée*).

Indice utilisé	Identifiant INSEE
Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 25 – Produits métalliques, à l'exclusion des machines et équipements	Identifiant 010764199

Si la série est arrêtée lors de l'exécution de l'accord-cadre, elle est remplacée par la série équivalente proposée par l'INSEE.

La demande de révision de prix est présentée par le titulaire de l'accord-cadre, au plus tard 30 jours avant la date d'anniversaire de notification, au pouvoir adjudicateur. Elle est accompagnée du détail de calcul issu des formules ci-dessus. À défaut, les prix initiaux sont maintenus pour une année supplémentaire.

7.5: Clause de sauvegarde

Si l'évolution moyenne des prix entraîne une variation de plus de 3 % par an, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans indemnité.

Cette résiliation reste une faculté dont dispose l'administration. Celle-ci pourra prendre en compte des circonstances exceptionnelles, comme un contexte de forte hausse du prix des matières premières, sur la base de justifications fournies par le titulaire quant à l'impact de ces circonstances sur les prix de l'accord-cadre.

Article 8: **Commandes**

Toute commande fait l'objet d'un bon de commande écrit et numéroté, généré par le centre de prestations financières (CPFi) du ministère de l'intérieur et transmis par voie électronique.

Le titulaire confirme systématiquement au « service à contacter » mentionné sur le bon de commande, l'enregistrement de la commande.

Les références, objets de l'accord-cadre, sont celles listées à l'annexe financière et délais de livraison. Les commandes sont livrées franco de port.

Article 9: Livraison**9.1: Tête de série**

Vingt-cinq premiers exemplaires de série, dits « têtes de série », seront à soumettre pour validation au représentant du pouvoir adjudicateur avant lancement par le titulaire des séries commandées.

À compter de la date de notification, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours maximum pour livrer les « têtes de série » à l'adresse suivante :

Établissement Central Logistique de la Police Nationale (ECLPN)

1 rue Faraday

BP 81600

87022 LIMOGES Cedex 09

Les colis comportent impérativement la mention « à livrer au CTA ».

Les 25 exemplaires « têtes de série » font partie de la première commande. La tête de série est soumise à des tests de conformité.

En cas de rejet, le titulaire doit, en accord avec l'administration, proposer une nouvelle tête de série dans un délai le plus court possible sans excéder 10 jours à compter de la notification de la décision de rejet. Les frais consécutifs aux décisions de rejet sont à la charge exclusive du titulaire.

Au total après trois décisions de rejets, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire sans que ce dernier ne puisse prétendre à indemnisation.

Les têtes de séries acceptées par l'administration via courrier ou courriel constituent les pièces de référence pour l'ensemble des pièces commandées.

9.2: Délais

Le délai est fixé par le titulaire du marché dans l'annexe à l'acte d'engagement, toutefois, le délai maximum de fabrication et de livraison est fixé à 5 mois à compter de la validation de la tête de série.

9.3: Lieu, horaires et remise de livraison

Les livraisons s'effectuent exclusivement à l'Établissement Central Logistique de la Police Nationale (ECLPN) - 1 rue Faraday – 87000 LIMOGES, du lundi au vendredi de 8h00 à 11h30 et de 13h30 à 16h45 – Centre technique de l'armement.

Les éléments livrés doivent être conformes aux présentes spécifications administratives et techniques, et à l'offre faite par le titulaire du marché.

Les commandes donnent lieu à une livraison unique sauf accord exprès du représentant du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article 21.2 du CCAG de référence, toute livraison est accompagnée d'un bon de livraison qui précise notamment :

- la date d'expédition ;
- la référence à la commande (n°140) du marché ;
- l'identification du titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées, et quand il y a lieu leur répartition par colis ;

- le numéro du ou des colis des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

L'admission des fournitures est systématiquement prononcée sous réserve des vices cachés. Elle déclenche, d'autre part, les garanties associées aux produits.

Les opérations de vérification qualitative et de vérification quantitative sont effectuées par le pouvoir adjudicateur, dans un délai maximum de quinze jours après la livraison conformément au CCAG de référence. Au terme de ces vérifications, le pouvoir adjudicateur prononce soit l'admission, soit l'admission avec réfaction, soit l'ajournement, soit le rejet des fournitures livrées.

9.4: Prolongation du délai de livraison – sursis de livraison

Conformément aux dispositions des articles 13.3 et 21.5 du CCAG de référence, le pouvoir adjudicateur peut accorder une prolongation du délai de livraison ou un sursis de livraison sous réserve que :

- le retard prévisible de livraison soit du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure ou relève d'une cause qui n'est pas du fait du titulaire,
- la demande écrite de prolongation de délai ou de sursis de livraison soit faite avant l'expiration du délai de livraison.

9.5: Garanties et service après vente

Par dérogation à l'article 33 du CCAG de référence, les fournitures sont garanties au minimum 2 ans à compter de la date de leur admission.

Article 10: Pénalités pour retard

Conformément aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire dépasse les délais contractuels d'exécution, celui-ci encourt, par jour de retard, des pénalités calculées selon la formule suivante :

$$P = V \times R / 1000$$

dans laquelle

- P = le montant des pénalités ;
- V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;
- R = le nombre de jours calendaires de retard.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Le montant des pénalités est plafonné au montant de la prestation non exécutée dans les délais contractuels.

Article 11: Règlement financier

Le règlement des sommes dues au titre de l'accord-cadre est réalisé dans les conditions qui suivent.

11.1: Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par le directeur de l'Établissement Central Logistique de la Police Nationale.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

11.2: Contenu des factures

Après admission des fournitures, le titulaire établit une facture obligatoirement libellée en euro. Ce document comporte, outre les mentions légales obligatoires (SIRET, statut,...), les éléments suivants :

- les noms, adresse et numéro de téléphone du titulaire ;
- la mention « service exécutant » MI0PTF1075 (M I zéro P T F mille soixante-quinze) ;
- l'adresse de facturation : 6A7 – Ministère de l'Intérieur – SG/DEPAFI/CPFI – Place Beauvau – 75800 PARIS Cedex 08 ;
- le numéro et la date d'émission de la facture ;
- les références de l'accord-cadre (n° d'engagement juridique CHORUS indiqué dans le bon de commande composé de 10 chiffres) débutant par 17... ;
- le numéro de commande débutant par 14... ;
- le numéro de dossier interne ;
- la quantité, la dénomination précise des prestations réalisées, les références et leur date de réalisation ;
- le montant hors TVA et TTC de chaque prestation réalisée ;
- le taux de TVA appliqué ;
- la domiciliation des paiements.

Cette facture est transmise de façon dématérialisée via le « Portail de services Chorus Pro / facturation » : https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm à l'attention du « Destinataire État – SIRET 11000201100044 ».

Si plusieurs livraisons sont réalisées pour une seule commande, le titulaire dépose sa facture après la livraison de l'ensemble des fournitures objet de la commande.

Le paiement s'effectue conformément aux articles R.2192-10, R.2192-12 à R.2192-15 et R.2192-17 du code la commande publique.

Article 12: Clause de réexamen

Conformément à l'article 25 du CCAG MI, une clause de réexamen sera appliquée en cas de circonstance que les parties ne pouvaient pas prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et qui modifie de manière significative les conditions d'exécution du marché.

Les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance. Le cas échéant, elles conviennent par avenant des modalités de prise en charge des surcoûts.

Article 13: Litiges

En cas de litige, la réglementation française est seule applicable. Le tribunal administratif de Paris est seul compétent pour traiter tout litige.

13.1: Procédure amiable

La procédure de règlement amiable des différends ou des litiges, qui pourraient survenir en cours d'exécution du présent accord-cadre, relève de l'article R.2197-1 du Code de la commande publique.

13.2: Médiation

Le présent accord-cadre est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, à son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante :

mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr

ou par courrier recommandé avec avis de réception :

M. le Médiateur interne « Relations fournisseurs »
du Ministère de l'Intérieur
Place Beauvau
75800 PARIS cedex 08

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 (trois) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

13.3: Procédure contentieuse

Les litiges survenus en cours d'exécution du présent accord-cadre, qui ne pourraient être résolus de façon amiable, par dérogation à l'article R.312-11 du Code de justice administrative, sont de la compétence exclusive du :

Tribunal administratif de PARIS
7 rue de Jouy
75181 PARIS Cedex 04
téléphone : +33(0)1.44.59.44.00
courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr
site Internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr>

Article 14: Résiliation

Le présent accord-cadre pourra être résilié selon les dispositions mentionnées au chapitre 7 du CCAG/FCS. En cas de résiliation aux torts du titulaire, il peut être pourvu par le pouvoir adjudicateur à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

Article 15: Dérogation aux documents généraux

Article du cahier des charges par lequel est introduite cette dérogation	Article du CCAG auquel il est dérogé
8.3	10.2.1
10	3.1.2
10.4	33

CLAUSES TECHNIQUES**Article 16: Description des produits**

Le présent marché a pour objet la fourniture de pièces destinées à être fixées à l'extrémité de canons en aluminium de calibre 40mm, identiques à celui illustré en annexe 1.

La matière utilisée, non cassante, doit être de nature à absorber des éventuels chocs subis par l'arme, en évitant une dégradation de la bouche du canon.

Cette pièce doit :

- être dépourvue d'arêtes ou de parties saillantes susceptibles de générer des blessures ou de s'accrocher ;
- être en retrait de l'âme du canon pour ne pas risquer de gêner le passage des projectiles.
- s'ajuster sans jeu à l'extrémité du canon.
- être démontée avec une intervention volontaire uniquement.
- être de couleur noire.
- avoir un volume global contenu dans un cylindre de 64 mm de diamètre et 45 mm de longueur.

- ANNEXE 1 -Spécifications administratives et techniques

Vues de l'extrémité du canon destiné à recevoir la protection de bouche



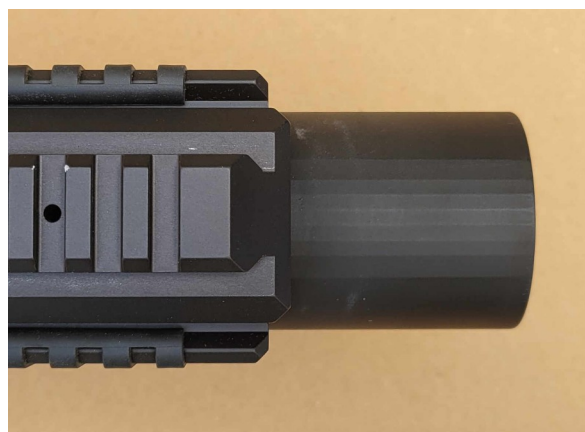
Vue de côté



Vue de 3/4 face



Vue de dessus



Vue de dessous

